

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7:	DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	OFFRE TECHNIQUE	5
ARTICLE 11:	OFFRE FINANCIERE.....	6
ARTICLE 12:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 13:	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 14:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 15:	RETRAIT DES PLIS	7
ARTICLE 16:	EVALUATION DES OFFRES	7
ARTICLE 17:	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	10
ARTICLE 18:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 19:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	10
ARTICLE 20:	PREFERENCE NATIONALE	10



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet la conclusion d'un marché relatif à la réalisation d'une étude relative à la conception et la mise en place d'une plateforme IA (intelligence artificielle) à travers l'implémentation des cas d'usages prioritaires au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en **lot unique**.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N°2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché ;
- Le modèle du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le modèle de la déclaration du plan de charge ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. **Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.**

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret N°2.22.431. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours (10 jours) à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret N°2.22.431 et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma

ARTICLE 7: DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être transmises, par tout moyen pouvant donner date certaine, dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard, trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements sont mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2.22.431 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :



- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :**
- En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret N°2.22.431 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires de service ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9: LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

I- Conformément à l'article 28 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1. Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Auto-entrepreneur ou personne agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée ;
- Représentant du concurrent : celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- Coopérative ou union de coopératives : la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b. La déclaration sur l'honneur ;

c. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

d. La convention constitutive du groupement, prévue à l'article 150 du décret N°2.22.431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

1.2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a.** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b.** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou par tout organisme de prévoyance sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
 - c.** Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces citées aux points a) et b) sert de base pour l'appréciation de leur validité.



2. Un dossier technique comprenant

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b. Au moins **trois (03)** attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations similaires ou par les titulaires des marchés au titre des prestations sous-traitées. **Les attestations à considérer dans le cadre de cet appel d'offres sont celles relatives à la réalisation des prestations similaires.**

Chaque attestation précise notamment et clairement :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Les délais et les dates de réalisation ;
- L'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Toute attestation de référence qui ne précise pas les mentions susvisées, ne portant pas sur des prestations similaires ou qui n'est pas certifiée conforme à l'original ne sera pas prise en considération quelle que soit son importance.

- c. La déclaration du plan de charge.

II- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives ;
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la **coopérative l'union de coopératives** est en situation régulière envers cet organisme ;

La date de production, au maître d'ouvrage, de ces pièces sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

ARTICLE 10: OFFRE TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique, précités, une offre financière et une offre technique.

L'offre technique comprend :

1. Une note détaillée de la méthodologie proposée pour assurer la conduite et la réalisation des prestations. Cette note doit permettre d'apprécier :
 - La méthodologie et la démarche pour la conduite de l'étude ;
 - La consistance des services et des livrables ainsi que les méthodes et les outils proposés pour réaliser les différentes phases de l'étude.
2. La description fonctionnelle et technique détaillée de la solution proposées pour la phase 3
3. L'architecture et la description fonctionnelle et technique détaillée de la solution proposée pour la phase 4.



4. **Le planning et chronogramme d'affectation des experts** faisant ressortir les tâches confiées à chaque membre, en précisant leurs rôles dans l'équipe, et la durée allouée à chaque tâche.
5. **La liste des membres de l'équipe proposée** pour la réalisation des prestations : cette liste doit indiquer pour chaque personne sa qualification, le nombre d'année d'expérience dans la réalisation de prestations similaires, le nombre de projets réalisés conformément au modèle présenté à l'annexe 1.
Les membres de l'équipes sont composés des profils suivants :
 - **Un chef de projet** : ayant au moins 10 ans d'expérience en tant que chef de projet, notamment dans un domaine en relation avec la prestation demandée, et certifié sécurité de l'information. Il est l'interlocuteur du CSEFRS, ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toute décision au nom du titulaire du marché. Il assistera le responsable de projet du CSEFRS dans la bonne réalisation et le bon avancement des prestations. En outre, Il aura les responsabilités suivantes :
 - Pilotage du projet ;
 - Ateliers de recueil des cas d'usage et des données et documents nécessaires à la réalisation du projet ;
 - Cadrage fonctionnel, conduite d'ateliers métiers et priorisation des cas d'usage ;
 - Définition les bonnes pratiques et les normes de sécurité des données et de documents ;
 - Élaboration des spécifications fonctionnelles ;
 - Élaboration des spécifications techniques.
 - ✓ **Consultant senior AMOA** : ayant au moins 8 ans d'expériences, et qui aura notamment les responsabilités suivantes :
 - Mise en place des processus de collecte, alimentation et stockage des données/documents ;
 - Formalisation des expressions de besoins et critères d'acceptation ;
 - Élaboration des spécifications fonctionnelles (processus, rôles, droits, règles de gestion).
 - Interface et coordination entre équipes métiers et techniques ;
 - Training des modèles, la gestion des versions et les pipelines de déploiement ;
 - Fine-Tuning : Affiner les modèles pour améliorer leur précision et pertinence ;
 - Tests de Performance : Évaluation des performances des modèles et ajuster les paramètres ;
 - Transfert de compétences et assistance des équipes techniques et fonctionnelles ;
 - Optimisation des performances et la scalabilité de la solution.
 - ✓ **Formateur(trice)** — outils d'assistance IA pour la productivité et l'analyse documentaire avec au moins 3 ans d'expérience en formation sur des suites collaboratives et outils d'assistance IA en environnement organisationnel et qui aura notamment les responsabilités suivantes :
 - Ingénierie pédagogique et plan de transfert de compétences adaptés à l'environnement numérique du CSEFRS ;
 - Animation de sessions présentielle et à distance (notamment pour l'équipe mixte ~16 personnes et les ambassadeurs IA) ;
 - Production de supports : guides pas-à-pas, modes opératoires ;
 - Évaluations pré/post-formation, coaching terrain et accompagnement de proximité ;
 - Transfert de compétences pour l'exploitation et l'administration des solutions ;
6. **Les curriculum vitae détaillés conformément au modèle de l'annexe 2** du présent règlement de consultation, conjointement signés par le concurrent et chaque membre de l'équipe proposée pour l'accomplissement des prestations.
7. **Le programme et la consistance du transfert de compétences** aux équipes techniques et métier du Conseil.

N.B : Le prestataire doit adjoindre à cette équipe toute autre personne qualifiée pour assurer la réalisation des prestations demandées.

Tout concurrent dont l'offre technique ne comprend pas les pièces indiquées ci-dessus, sera écarté.

ARTICLE 11: OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- 1) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché, établi, conformément au modèle ci-joint en annexe, en un seul exemplaire, signé par le concurrent ou son



représentant dûment habilité, et comporte l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret N°2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement.

L'acte d'engagement doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

2) Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global du marché ;

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau du prix global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter :

- a.** Un dossier administratif précité ;
- b.** Un dossier technique précité ;
- c.** Une offre technique précitée ;
- d.** Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement du marché ;
 - Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global du marché.

ARTICLE 13: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2.22.431 précité, le dossier présenté, **par voie électronique**, par chaque concurrent, doit contenir trois enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe contient**, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Elle doit porter de façon apparente la mention « **dossier administratif & technique** ».
- b) La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».
- c) La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre technique** ».

ARTICLE 14: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 15: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le retrait des plis des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

ARTICLE 16: EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres comportera :

1. Examen des dossiers administratif et technique ;
2. Evaluation des offres techniques ;
3. Evaluation financière des offres ;
4. Analyse technico-financière des offres.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 44 et 144 du décret N°2.22.431 précité.

Phase 1 : examen des dossiers administratif et technique

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du décret N°2.22.431 précité.

Phase 2 : Evaluation des offres techniques :

A l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et de celles du dossier technique, la commission procédera, à huis clos, à l'examen et à l'évaluation des offres techniques des concurrents admis.

Une sous-commission technique sera constituée en vue d'analyser ces offres. A cet effet, les offres techniques seront jugées sur la base d'une évaluation technique axée sur les critères suivants :

- Conformité et pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS ;
- Conformité, pertinence et adéquation des solutions proposées avec les spécifications fonctionnelles et techniques demandées.
- Pertinence et cohérence du planning et du chronogramme d'affectation des membres de l'équipe ;
- Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de l'étude ;
- La qualité du contenu de formation et de transfert de compétences.

Une note technique (**Nt sur 100 points**) sera attribuée au soumissionnaire en se basant sur les trois critères sus indiqués de la manière suivante :

- **Nt1** Conformité et pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS (**10 points**)

CRITERES	NOTES
Conforme aux spécifications exigées par le CPS et apporte un détail riche et des propositions pertinentes, en termes de méthodes et outils proposés pour la réalisation de la prestations	10 points
Conforme aux spécifications exigées par le CPS avec une démarche de réalisation des prestations bien détaillée sans apporter de valeur ajoutée.	5 points
Une simple reprise des termes du CPS.	2,5 points
Note méthodologique non conforme aux spécifications exigées par le CPS	0 point

- **Nt2** Conformité, pertinence et adéquation des solutions proposées (phase 3 et phase 4) avec les spécifications fonctionnelles et techniques demandées (**45 points**) :

CRITERES	NOTES
Solutions proposées conformes aux spécifications fonctionnelles et techniques exigées par le CPS et permettent des compléments fonctionnels et techniques avec une valeur ajoutée conséquente sur le périmètre fonctionnel demandé	45 points
Solutions proposées conformes aux spécifications exigées par le CPS sans apporter de valeur ajoutée.	25 points
Solutions proposées non conformes aux spécifications techniques exigées par le CPS	0 point



- **Nt3** Pertinence et cohérence du planning et du chronogramme d'affectation des membres de l'équipe (**5 points**) :

CRITERES	NOTES
Planning cohérent et bien élaboré pour la réalisation des prestations dans les délais impartis. Décrivant de manière cohérente et détaillée les tâches confiées à chaque membre de l'équipe.	5 points
Planning cohérent pour la réalisation des prestations, et n'est pas assez détaillé en termes de répartition de tâches et des durées de réalisation.	2,5 points
Planning non cohérent pour la réalisation des prestations ou ne respectant pas le délai d'exécution des prestations ou non détaillé.	0 Point

- **Nt4** Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de l'étude (**30 points**) :

Un chef de projet (15 points)	Nombre de projets pilotés	0,5 point accordé pour chaque projet exécuté en tant que chef de projet sans dépasser le maximum de 5 points	5
	Années d'expérience	Plus que 10 ans d'expérience	5
		10 ans d'expérience	2
		Inférieur à 10 ans	0
	Certification de sécurité de l'information	Certification	5
		Pas de certification	0

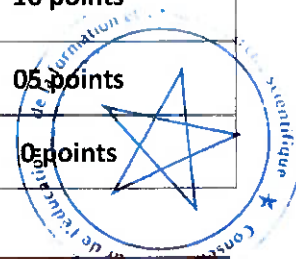
Consultant Senior AMOA (10 points)	Nombre de projets	0,5 point accordé pour la participation à de grands projets informatiques exécutés en tant que consultant sans dépasser le maximum de 5 points.	5
	Années d'expérience	Plus que 8 ans d'expérience	5
		8 ans d'expérience	2
		Inférieur à 8 ans d'expérience	0

Formateur(trice) (5 points)	Nombre de projets	0,5 point accordé pour chaque formation sur des suites collaboratives et outils d'assistance IA en environnement organisationnel sans dépasser le maximum de 3 points	3
	Années d'expérience	Plus que 3 ans d'expérience	2
		3 ans d'expérience	1
		Inférieur à 3 ans d'expérience	0

Au cas où le concurrent propose plusieurs intervenants, il sera tenu compte des intervenants disposant du meilleur profil adéquat.

- **Nt5** La qualité du contenu du transfert de compétences (**10 points**) :

CRITERES	NOTES
Programme du transfert de compétences cohérent, bien élaboré et couvre tous les composants de la solution proposée	10 points
Programme du transfert de compétences cohérent mais pas assez détaillé	05 points
Programme du transfert de compétences non cohérent et/ou non détaillé	0 points



Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une **note technique supérieure ou égale à 70 points** (la note technique est égale : $NT=NT1+NT2+NT3+NT4+NT5$).

Phase 3 : Evaluation financière des offres :

L'examen des offres financière concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques et de leurs offres techniques.

La commission écarte les offres excessives et les offres anormalement basses.

L'offre financière est notée sur 100 points comme suit :

L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points ; les autres offres seront affectées chacune d'une note calculée par application de la formule suivante :

$$NF = 100 * M_d/M$$

Dans laquelle :

M_d : Désigne le montant de l'offre la moins disante.

M : Désigne le montant de l'offre considérée.

NF : désigne la note financière attribuée à l'offre considérée.

Phase 4 : Analyse technico- financière des offres :

La notation de l'offre de chaque concurrent se fera suivant le système de notation ci-après :

Note technique (NT) auquel il sera affecté un coefficient de 70%.

Note financière (NF) auquel il sera affecté un coefficient de 30%.

La note technico-financière de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (NT) et la note financière (NF), pondérées respectivement par les coefficients de 70% et 30% :

$$\text{Note technico- financière} = (70\% NT) + (30\% NF)$$

L'offre la plus avantageuse est celle qui a obtenu la note technico-financière la plus élevée.

ARTICLE 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément à l'article 36 du décret N°2.22.431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Toutefois, lorsque la commission considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prolongation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 18: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Le Dollar ou l'Euro sont les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montant des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 19: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.



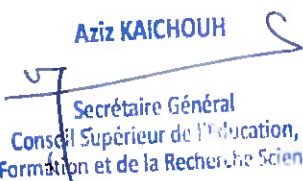
ARTICLE 20: PREFERENCE NATIONALE

En application des dispositions de l'article 147 du décret N°2.22.431 précité, et lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°08/CSEFRS/2025

**OBJET : L'ETUDE RELATIVE A LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE
D'UNE PLATEFORME IA (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE) A TRAVERS
L'IMPLEMENTATION DES CAS D'USAGE PRIORITAIRES AU PROFIT DU
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

<p><u>PRESENTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</div>	<p><u>VERIFIE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> KHADDOUCHE BELLOUN Directrice du Pôle Ressources</div>
<p><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p><u>VALIDE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique</div>



ANNEXES



ANNEXE N° 1
TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE CONCURRENT S'ENGAGE A AFFECTER A LA
REALISATION DE LA PRESTATION

Nom et prénom	Qualité	Expérience acquise dans des prestations similaires (nombre d'années)	Nombre de projets réalisés
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°2
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. **NOM DE L'EMPLOYE** [nom complet] _____
2. **DATE DE NAISSANCE** _____ **NATIONALITE** _____
3. **FORMATION** [indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates de leur obtention] _____
4. **MEMBRE A DES ASSOCIATIONS/GROUPEMENTS PROFESSIONNELS** _____
5. **AUTRES FORMATIONS** [indiquer toute autre formation reçue ou certificat] _____
6. **LANGUES** : [indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite] _____
7. **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE** : [commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous),
Donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupe.]
Depuis [Année] _____ Jusqu'à [Année] _____
Employeur : _____
Poste : _____

<p>8. DETAIL DES TACHES EXECUTEES [Indiquer toutes les tâches à exécuter dans le cadre de cette proposition]</p>	<p>9. EXPERIENCE DE L'EMPLOYE QUI ILLUSTRE LE MIEUX SA COMPETENCE [Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle de l'employé pour les tâches mentionnées au point 8]</p> <p>Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p>Année : _____</p> <p>Lieu : _____</p> <p>Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p>Poste : _____</p> <p>Activités : _____</p>
---	---

10. ATTESTATION

Je, soussigné, certifie sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute fausse déclaration puisse entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du prestataire] jour/mois/année



ANNEXE N° 3
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
.....
ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°08/CSEFRS/2025

Objet du marché : l'étude relative A LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME IA (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE) A TRAVERS L'IMPLEMENTATION DES CAS D'USAGE PRIORITAIRES AU PROFIT DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de..... (raison sociale et forme juridique), au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :



2) Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés : [Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

- Membre n°1 : ;
- Membre n°2 : ;
- Membre n°n : ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

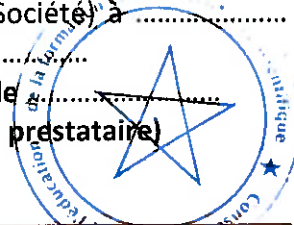
1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N°4
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°08/CSEFRS/2025

**Objet du marché : l'étude relative A LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME
IA (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE) A TRVAERS L'IMPLEMENTATION DES CAS D'USAGE
PRIORITAIRES AU PROFIT DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

A- Pour les personnes physiques

1. Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du domicile élu : ;

Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;

Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du domicile élu : ;

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1. Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de
(Raison sociale et forme juridique), au capital de

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;



Adresse du siège social de la société : ;
Adresse du domicile élu à : ;
Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3. Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours, remplissent les conditions prévues à



l'article 27 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 ;

4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

(1) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



ANNEXE N°3
MODELE DE LA DECLARATION DU PLAN DE CHARGE
.....
PLAN DE CHARGE

Je soussigné(nom et prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ou pour le compte de(raison sociale et forme juridique).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Je déclare sur l'honneur mon plan de charge relatif aux marchés publics en cours d'exécution à la date du(indiquer la date de remise de l'offre) en vue de participer à la procédure de l'appel d'offres **ouvert sur offres des prix N°08/CSEFRS/2025** du relative à l'étude relative **A LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME IA (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE) A TRVAERS L'IMPLEMENTATION DES CAS D'USAGE PRIORITAIRES AU PROFIT DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

N°	Références (1)	Maître d'ouvrage	Qualité (2)	Montant (3)	Taux d'exécution (en %)	Reste à exécuter en chiffres

(1) indiquer la référence du marché en question

(2) indiquer la qualité en tant que titulaire ou sous-traitant

(3) indiquer le montant du marché en TTC en tenant compte des augmentations et/ou diminution dans la masse des travaux et les travaux supplémentaires

